



## Fenêtre sur le monde n°9

*Renouer avec la vie : dans un monde « pas tout à fait le même, pas tout à fait un autre », parler de « nouvelle normalité » serait prématuré. De nombreux pays ont encore des plaies béantes. Ailleurs, elles sont tout fraîchement pansées. Cependant, voilà un objet nouveau de notre quotidien : le masque, qui n'est plus l'attribut des hypocrites. Sa valeur protectrice lui redonne ses lettres de noblesse. Dans le théâtre antique, le masque libérait la personne lui permettant de*

*s'incarner dans chaque personnage nouveau dont il avait les traits. Loin d'être un simple loisir, ce théâtre était l'outil d'éducation de la conscience du citoyen. Citoyens et travailleurs éduqués, informés et combatifs, nous ne voulons pas que l'air fétide d'un monde rétrograde et figé pollue nos poumons. Nous voulons un nouveau souffle. Au nom du souffle de cet homme, stoppé net par la violence extrême d'un genou criminel. Au nom de tous ces souffles, aimés ou inconnus, affaiblis, haletants ou anéantis par une pandémie ennemie des poumons. Nous sommes tous ces souffles démultipliés. Aucun prétexte de crise n'arrêtera notre souffle puissant. Nous revendiquons « le droit universel à la respiration », droit révolutionnaire du monde nouveau que nous aspirons à construire.*



## Organisation Internationale du Travail (OIT)

### Les travailleurs et leurs syndicats face à la crise sociale qui émergera de la COVID19

« Protection sociale pour tout le monde, ici et maintenant » est le remède, selon Catelene Passchier, présidente du Groupe des Travailleurs au sein de l'organisation internationale tripartite (États-employeurs-syndicats des travailleurs). Son interview du 29 mai sur le site de l'OIT vaut la peine d'être lue intégralement. Nous en donnons ci-dessous quelques extraits.

Pour donner son appréciation de l'impact de la pandémie sur les travailleurs, Catelene Passchier commence par les travailleurs du commerce de détail, de l'alimentation et du transport, qui ont affronté les plus grands risques mais dont la santé et la sécurité au travail ont été insuffisamment protégées. « En même temps, des millions de travailleurs informels ou précaires ont souffert du confinement et ont payé un lourd tribut, car ils ont perdu leur emploi et leur gagne-pain sans bénéficier de protection ou de sécurité sociale. C'est pourquoi il existe un besoin urgent de protection sociale universelle, avec des investissements majeurs pour son financement ».



Catelene Passchier n'oublie pas les femmes, dont de nombreuses migrantes, qui ont été « les héroïnes » de la crise, sans que les discriminations liées au genre cessent ; au contraire, ces femmes sont maintenant sur le point de perdre leur emploi, étant les premières licenciées quand les entreprises ferment pour cause de crise.

Comme les violences domestiques ont augmenté pendant la crise, « il est clair que tout ensemble de mesures concernant les conséquences de la crise doit inclure un volet consacré au genre ».

L'OIT plaide pour le renforcement des services publics, car « des décennies d'austérité et de politiques néo-libérales ont rendu ces services incapables d'une réponse adéquate à la crise ». Il faut d'énormes investissements pour garantir l'accès universel, mais il faut aussi que ces services bénéficient des emplois nécessaires en nombre suffisant et que les droits de leurs travailleurs y soient respectés, à commencer par leurs salaires.

Ce qui inquiète en premier lieu l'OIT c'est le sort des jeunes travailleurs (cf. *Fenêtre* n°4), car les statistiques sont un choc, au point de parler d'une « génération confinement » qui ne se limite pas aux jeunes du secteur informel ou des « petits boulots ». Les syndicats de plusieurs pays alertent sur la montée de la précarité et des formes d'auto-entrepreneuriat. C'est pourquoi l'OIT doit prendre les devants et appliquer les préconisations de la déclaration de son centenaire (2019) qui concerne les droits de tous les travailleurs, quelle que soit la forme de leur emploi.

Les migrants sont parmi les travailleurs qui subissent la double ou triple peine : leur statut les prive très souvent de protection sociale et les expose à des pressions qui mettent en danger leur vie. L'OIT a reçu des signalements concernant des menaces contre ces travailleurs (cf. notre *Fenêtre* n°8 pour l'Italie où les syndicats ont fait un recours à l'OIT) dans des secteurs non essentiels comme la logistique. L'OIT le souligne : « le travail n'est pas une marchandise », les humains non plus.

La façon dont le télétravail a été mis en place a affecté les travailleurs, leurs droits et leurs conditions de travail. L'OIT entend s'emparer de cette forme de travail, pour que ce ne soit pas une zone de non droit.

Quand on lui demande comment elle voit le rôle de l'OIT dans un effort multilatéral pour atténuer les effets dévastateurs de la COVID19, Catelene Passchier n'hésite pas : « on ne peut pas revenir au *business as usual*. C'est le moment de rappeler que la justice sociale et la lutte contre les inégalités doivent être la première priorité, et que les gouvernements ont un rôle central pour répondre à la crise de l'emploi et ses retombées, la famine et la contestation sociale », qui résulteront des licenciements et faillites de petites entreprises.

Catelene Passchier fait un rapprochement assez parlant avec la situation de 1919, quand, au sortir de la dévastation de la Première guerre mondiale, l'OIT a été créée.

« Les syndicats du monde entier appellent à un nouveau contrat social » pour « se relever d'une crise aussi dévastatrice que la COVID19 ». De plus en plus de syndicats dans plusieurs pays se lèvent pour les droits et la protection des travailleurs et réclament la place qui leur revient dans la table des négociations et des décisions concernant les plans de relance. Mais l'OIT souligne bien que c'est le système tout entier qui doit changer : le « dialogue social » doit être la boussole et les trois « parties », gouvernements, employeurs et syndicats des travailleurs, doivent jouer à armes égales.

La France est membre de l'OIT, mais, malgré le fait que le français est l'une de ses trois langues officielles, les responsables français ne s'embarrassent manifestement pas de lire ses analyses et de tenir compte de ses recommandations. Ou bien ils confondent le mot « dialogue » avec le mot « monologue ».

[https://www.ilo.org/actrav/media-center/news/WCMS\\_746322/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/actrav/media-center/news/WCMS_746322/lang--en/index.htm)

## Amérique latine

### Rouvrir les établissements scolaires et universitaires en toute sécurité

Le comité syndical régional latino-américain de l'éducation a rendu publiques, le 20 mai, ses conditions pour cette réouverture, tandis que le sous-continent devient, avec les États-Unis, le nouvel épice de la pandémie.

La déclaration commune des responsables syndicaux latino-américains, publiée sur le site de l'Internationale de l'éducation (IE) Amérique latine, commence par dénoncer avec la plus grande vigueur les politiques néolibérales « imposées ces dernières décennies dans la plupart des pays de l'Amérique latine, ainsi que les conséquences de ces mesures, avec les systèmes de santé et d'éducation affaiblis et inégaux au plus haut point », dont résulte la difficulté actuelle à faire face à l'urgence créée par la pandémie. Les syndicats dénoncent aussi le fait que les États ont privilégié l'économie et les intérêts des entreprises,

et négligé la protection de la santé de la population. Ce sont ces mêmes intérêts économiques qui font pression pour rouvrir les établissements n'importe comment : les syndicats leur envoient un message avec cette liste exhaustive d'exigences à respecter et revendiquent leur place dans la prise des décisions, en plaçant en tête des exigences la demande que les gouvernements déterminent *avec eux* les étapes de réouverture.

L'infrastructure est indispensable pour une réouverture en sécurité : accès à l'eau, au savon, aération des locaux suffisants etc. « C'est inadmissible que des pays comme la Colombie ou le Chili, profondément impactés par la pandémie, consacrent encore leurs maigres ressources publiques pour subventionner le commerce des entreprises privées liées au commerce des évaluations », s'indignent les syndicats qui demandent aussi des protocoles stricts pour le transport scolaire et un renforcement de la restauration scolaire, étant donné la faim qui frappe de nombreuses familles.

L'enseignement virtuel devient un enjeu crucial dans le sous-continent où la privatisation de l'éducation est une menace montante. Par manque de moyens, et sous prétexte de pandémie, les plateformes en ligne sont celles des opérateurs privés : les syndicats demandent une réaffectation des ressources qui ne doivent pas alimenter le secteur lucratif. Organiser l'éducation à distance et ses modalités doit être la tâche des universités et de la recherche publiques.

Comme dans d'autres endroits du monde, mais plus encore dans ces pays tourmentés où le souvenir des dictatures militaires est toujours présent, il faut des garanties de protection des droits des travailleurs de l'éducation au sens large, dont le dévouement en ces temps extrêmes n'est plus à démontrer.



Les syndicats ajoutent à leurs conditions sur l'éducation une série de mesures d'ordre général que les États doivent appliquer pour prendre soin de la population éprouvée : réforme fiscale, développement des services publics et des PME qui généreront des emplois et réduiront le chômage, garanties que le privé ne va pas licencier et qu'il respectera les accords salariaux, mise en place d'un revenu permettant à tous de satisfaire les besoins vitaux, annulation des dettes publiques et réaffectation des ressources à la santé, l'emploi et l'éducation publique.

<http://www.ei-ie-al.org/noticias/organizaciones-sindicales-del-sector-educacion-manifiestan-condiciones-minimas-para-la>

## Argentine

### Recherche publique : durement frappée par la pandémie, mais toujours debout et engagée à la combattre

Nous apprenons grâce à la CONADU, notre fédération syndicale ESR partenaire à l'IE, que la recherche publique argentine ne chôme pas en cette période de pandémie. Afin de subvenir aux besoins d'équipements sanitaires, surtout de respirateurs de haut niveau pour les cas graves de COVID19, la faculté des sciences de l'ingénieur de l'université publique UNICEN (*Universidad Nacional del Centro*) a mis au point un respirateur artificiel utilisant des composants et des technologies locales. Fièrement montré à la presse par nos collègues masqués comme il se doit, il sera homologué par l'INTI (*Instituto Nacional de Tecnología Industrial*) pour être commercialisé.

Pourquoi la CONADU le signale-t-elle avec une telle fierté ? Parce que cet exploit, de produire localement un instrument de haute technologie qui coûte 1/10 de son prix « commercial » sur le « libre marché », est le produit des efforts d'une université publique, ce qu'aucune institution privée ne pourrait réaliser avec tant de rapidité, de perfection, mais aussi d'abnégation de la part des collègues qui se sont engagés pour le bien du pays.

Rappelons que l'IE, avec les syndicats ESR latino-américains, a publié récemment les résultats d'une recherche accablante sur la privatisation de l'ESR en Amérique latine, qui s'accélère.

Cette étude est à lire ici :

[https://ei-ie-al.org/sites/default/files/docs/privatizacion\\_de\\_la\\_universidad\\_in\\_america\\_latina.pdf](https://ei-ie-al.org/sites/default/files/docs/privatizacion_de_la_universidad_in_america_latina.pdf)

[http://www.periferiaciencia.com.ar/noticia.php?n=969&fbclid=IwAR011CvCXgyxin9x\\_q3gJqDiOtBqQH-faT5Z7xm6V60k8kv7TBKaT2zq1r7k](http://www.periferiaciencia.com.ar/noticia.php?n=969&fbclid=IwAR011CvCXgyxin9x_q3gJqDiOtBqQH-faT5Z7xm6V60k8kv7TBKaT2zq1r7k)

## Australie

### Honte aux universités qui refusent de signer le plan de relance proposé par la NTEU !

Dans notre *Fenêtre* n°8, nous avons relaté les mobilisations de nos collègues australiens et de leur syndicat, la *National Tertiary Education Union* (NTEU), notre organisation partenaire à l'IE. Tenant les deux bouts, manifestations et négociations, la NTEU avait élaboré un plan de relance destiné à sauver dans l'immédiat quelques 12.000 emplois. Les universités étant exclues du plan gouvernemental *JobKeeper* destiné aux entreprises, le syndicat fait tout pour éviter l'hécatombe.

Mais voilà que les universités ne sont pas toutes prêtes à négocier et à signer le plan. Plusieurs dénonciations par des membres ou sympathisants de la NTEU sur Twitter montrent la difficulté de faire accepter le plan aux établissements. Le syndicat, comme la Confédération des syndicats australiens (interprofessionnelle) dénoncent par ailleurs le fait que le gouvernement, qui a « trouvé » sous le tapis 60 milliards de \$ supplémentaires, ne les affecte toujours pas à l'ESR, ce qui le rend complice des licenciements.

Le slogan central de la NTEU, « Dan, fais ton travail », est relayé par les collègues en colère. La Confédération dénonce pour sa part la non utilisation des fonds supplémentaires qui ne sont pas « une épargne »,

mais de l'argent qui manque aux travailleurs. Le gouvernement refuse pourtant de changer les règles et de les affecter à *JobKeeper* en y faisant entrer l'ESR. Mais les universités privées, considérées comme des entreprises commerciales, y sont admises !

« Ces patrons d'universités sont une honte. Ils refusent le plan de la NTEU pour pouvoir licencier », dit un collègue. Et un autre pense que ces managers se soucient bien plus de leurs salaires mirobolants que de leurs personnels. « Nous avons besoin d'un système national universitaire avec un financement public dédié », dit un autre. Ceux qui ont déjà perdu leur emploi ont été défendus et soutenus individuellement par le syndicat : ils appellent à le rejoindre.

La NTEU ironise dans un tweet : « il existe 60 milliards de \$ de raisons d'étendre *JobKeeper* aux universités. Si Dan Tehan Wannan [le ministre] pense que les universités privées peuvent y avoir accès, pourquoi pas les universités publiques ? ». Ou encore : « comment dépenser une petite partie des 60 milliards de \$ ? Sauver des dizaines de milliers d'emplois universitaires ».

Si les internautes et les syndicalistes s'en donnent à cœur joie en raillant « l'erreur » du gouvernement qui a « découvert » l'existence de cette somme dans un tiroir, les universités continuent de licencier et les manifestations se multiplient. Une collègue poste une vidéo : « comme d'autres travailleurs, nous avons des factures à payer, mais nous ne sommes tout simplement pas soutenus par le gouvernement ».

Cerise sur le gâteau : Alison Barnes, la présidente de la NTEU, révèle dans un tweet le 28 mai que les universités qui ont refusé l'inspection de leurs finances durant la crise, sont les premières à annoncer des restructurations et des licenciements de leurs personnels.

[https://twitter.com/NTEUNational?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eembeddedtimeline%7Ctwterm%5Eprofile%3ANTEUNational&ref\\_url=http%3A%2F%2Fwww.nteu.org.au%2F](https://twitter.com/NTEUNational?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eembeddedtimeline%7Ctwterm%5Eprofile%3ANTEUNational&ref_url=http%3A%2F%2Fwww.nteu.org.au%2F)



## États-Unis

### « Restez chez vous, protégez des vies » : comment faire, quand les expulsions recommencent ?

La crise des *subprimes* de 2008 a conduit des millions de personnes à perdre leur maison, victimes des banques et de leurs crédits toxiques. Il s'agissait alors de propriétaires, personnes aux revenus moyens ou faibles qui ont trouvé l'occasion de réaliser le « rêve américain » en possédant enfin leur petit chez eux. Mais aujourd'hui ce qui menace le pays est une crise du logement encore plus grave, qui concerne encore plus de personnes et qui met en évidence encore une fois l'absence d'état social et de véritable

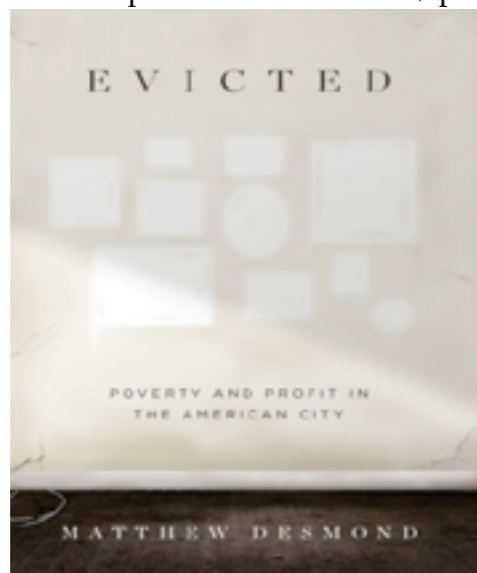
politique du logement. Dans une économie de « marché libre », les locataires vont payer très cher la crise économique et la perte de leur emploi pour cause de COVID19.

Les États commencent à rouvrir, et les expulsions locatives, mises en sommeil pour cause de confinement, recommencent. Selon l'article du *New York Times* du 27 mai, les locataires ont épuisé leurs dernières économies pour payer leur loyer jusqu'à aujourd'hui, même s'ils ont perdu leur emploi. Mais les ménages modestes n'ont plus d'économies, et les loyers sont chers. « Les aides gouvernementales ont un peu aidé, ainsi que les arrêtés de suspendre les expulsions locatives dans plusieurs villes. Mais les expulsions vont bientôt être autorisées dans la moitié des États », selon une experte en politiques d'expulsion locative du *Columbia Law School*, qui voit arriver très vite « une avalanche d'expulsions d'un bout à l'autre du pays ».

Le *New York Times* rapporte certains cas caractéristiques : Sandy Naffah, la cinquantaine, a perdu ses deux emplois (soutien scolaire et consultante beauté dans un centre commercial), car le confinement a provoqué la faillite des entreprises. Elle attend les indemnités, mais, comme nous l'avons relaté dans notre *Fenêtre* n°8, elles mettent beaucoup de temps à arriver. Elle pense vivre dans la situation « d'une horloge qui fait tic-tac » et la rapproche du jour fatidique où elle retrouvera ses affaires empilées sur le trottoir. Très peu d'États ont des législations protectrices des locataires. Et si, pendant le confinement strict, les propriétaires ne pensaient pas à mettre dehors les locataires, en partie à cause de la difficulté d'en trouver de nouveaux, maintenant que les audiences recommencent dans les tribunaux, les shérifs vont aussi recommencer à placarder des arrêtés d'expulsion sur les portes des logements.

Le pays a dépassé les 100.000 morts, et, malgré la « réouverture de l'économie » si chère à Trump et à ses amis milliardaires, être à la rue ou dans un refuge de sans-abris expose les personnes à la contamination et risque de faire encore augmenter le nombre de vies sacrifiées. Sans parler des cas, nombreux, de femmes fuyant les violences domestiques (cf. notre *Fenêtre* n°8), comme Christie Wilson, 37 ans, qui témoigne dans l'article du *New York Times* et qui venait de retrouver un logement et un emploi pour un nouveau départ, quand la COVID19 a explosé sa vie : licenciement, pas de revenus, menace d'expulsion car « l'agence propriétaire de l'appartement a suivi le protocole ». Christie a été orientée vers des associations de défense des locataires pour ne pas finir au refuge des sans-abris, sa terreur, car « les tests y ont montré un fort taux de contamination » dû à la promiscuité.

Matthew Desmond, sociologue à Princeton et auteur d'un livre intitulé *Evicted : poverty and profit in the American city* (prix Pulitzer 2017) recense les cas d'expulsions locatives dans tout le pays. Il pense que, s'il n'y a pas d'intervention, la vague des sans-logement ne sera pas évitée. Mais le logement est aussi un enjeu politique et les Républicains ont critiqué récemment une proposition des Démocrates à la Chambre des représentants de voter un plan de 3 trillions de \$ pour soulager les locataires.



<https://evictionlab.org/>

Ce laboratoire travaille sur les politiques du logement et fournit des données statistiques, ainsi que des ressources communautaires dans une page intitulée *Just Shelter*, où l'on peut trouver les coordonnées des plus de 600 associations qui travaillent à préserver le logement social, à réduire le nombre des sans-abris et empêcher les expulsions. Les collègues ont fait un travail minutieux de recensement des politiques relatives au logement et aux expulsions par temps de COVID19, avec des cartes interactives et des analyses des législations des États. De plus, leur site est bilingue, pour faciliter la vie des Latinos.

C'est vrai que les propriétaires ont aussi des familles à nourrir, des factures (et des crédits) à payer, et que souvent ce ne sont pas des riches. Mais la réalité est qu'ils sont pressés par les banques qui ont à répondre à des investisseurs. Un système où le logement est un investissement et non un besoin humain : on y place un capital, on attend que cela rapporte. Sans avoir jamais vu à quoi ressemble le locataire qui habite dans ce « bien » qu'on possède...

Stephen Jenkins, 64 ans, et son épouse, ont tous deux perdu leur emploi pour cause de confinement. Ils ont demandé au propriétaire un délai jusqu'à ce qu'ils touchent « leur chèque de Sécurité sociale ». Mais celui-ci, qui n'a pas répondu aux questions du *New York Times*, a entamé la procédure. L'audience est fixée pour la première semaine de juin. Stephen dit avoir des insomnies depuis mars : « je me réveille trois fois par nuit et je pense à ce qui nous arrivera demain ».

Victimes de la COVID19 ? De la crise ? Ou bien d'un système de « liberté » qui ne se soucie gère des besoins humains vitaux ? Comment peut-on vivre « libre » sans satisfaction de ces besoins ?

[https://www.nytimes.com/2020/05/27/us/coronavirus-evictions-renters.html?campaign\\_id=154&emc=edit\\_cb\\_20200527&instance\\_id=18864&nl=coronavirus-briefing&regi\\_id=118678500&segment\\_id=29355&te=1&user\\_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8](https://www.nytimes.com/2020/05/27/us/coronavirus-evictions-renters.html?campaign_id=154&emc=edit_cb_20200527&instance_id=18864&nl=coronavirus-briefing&regi_id=118678500&segment_id=29355&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8)

### **Tout un pays révolté et les syndicats engagés contre la violence raciste**

À Minneapolis, où la mort de George Floyd, un Afro-américain d'une quarantaine d'années violenté par la police lors de son arrestation, provoque des réactions et manifestations enflammées, les syndicats, à commencer par ceux des transports publics, s'engagent aux côtés des manifestants pour réclamer la fin des violences racistes et un nouvel Acte de Droits Civiques protecteur de tous, quelles que soient leur couleur de peau, leur religion ou leur origine.

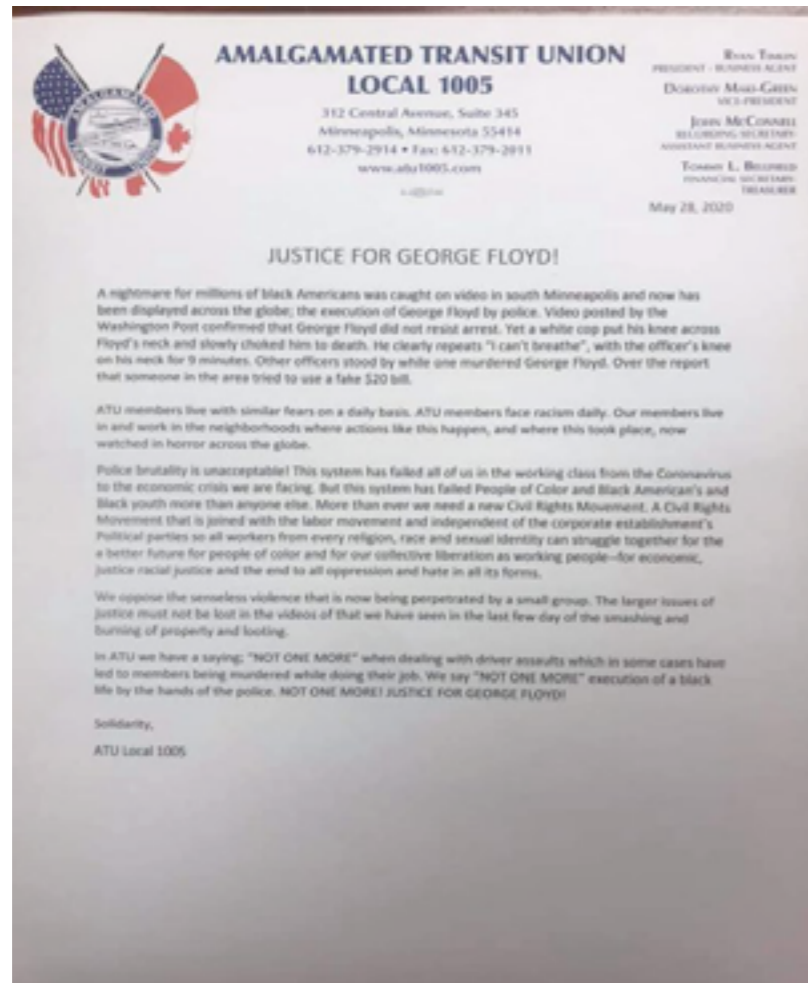
Spontanément, les membres du syndicat des transports publics locaux ont refusé de mettre leurs bus au service de la police : ils n'ont pas voulu transporter des manifestants arrêtés, ni des policiers qui allaient attaquer les protestataires. L'un d'entre eux, pendant un moment de repos, a créé une pétition sur Facebook : grand succès. Plusieurs syndicats, y compris ceux des enseignants, se sont montrés solidaires et ont réclamé justice.

Le communiqué du syndicat local de transports publics montre que ces travailleurs, déjà affrontant le risque de contagion par la COVID19 mais assurant leur mission de service public, ne veulent pas être des auxiliaires de la police.

Minneapolis est une ville très étendue, avec sa *Twin city* St. Paul. À part une ligne que les locaux appellent fièrement « métro » (la société des transports locale s'appelle *Metro Transit*) mais qui est en fait une sorte de tramway, le transport est assuré par de très nombreux bus parcourant les quartiers. Cela donne encore plus de poids à l'action des syndicats, qui ont à cœur d'assurer ce service indispensable surtout pour les habitants vivant loin du centre. Ces communautés sont celles qui souffrent de discriminations racistes, et maintenant de la pandémie.

Lien vers la pétition des travailleurs des transports de Minneapolis :

[https://docs.google.com/forms/d/10VQ0Y8Iv5Kywuk1xPqdqmwDjwnyLW0mZzrk2cCBx1Lc/viewform?edit\\_requested=true](https://docs.google.com/forms/d/10VQ0Y8Iv5Kywuk1xPqdqmwDjwnyLW0mZzrk2cCBx1Lc/viewform?edit_requested=true)



### « Deux crises convulsent une nation : la pandémie et la violence policière »

C'est le titre d'un article du *New York Times* du 31 mai, consacré en grande partie à Minneapolis. Ce sont deux « fléaux », dont l'un, la pandémie, pourrait à terme être stoppé ou même disparaître grâce à la recherche scientifique qui mettrait à disposition des traitements et vaccins. C'est la différence essentielle entre les deux : cité par le *New York Times*, Rashawn Ray, sociologue à la *Brookings Institution*, explique qu'il « n'existe pas un endroit des États-Unis où le racisme n'ait pas une place significative dans la vie de chacun ». C'est pourquoi le pessimisme sur la persistance du deuxième fléau, qui sape les fondements de la société.

L'exaspération face au racisme est aussi sociale. Ce ne sont plus seulement les syndicats qui alertent sur ce point, ils sont rejoints par nombre d'acteurs de la société civile, porte-paroles de divers groupes ou communautés, y compris religieux.

Un pasteur de Minneapolis, immergé dans le quartier où George Floyd s'est fait assassiné, explique que les jeunes de ces communautés, qui cumulaient des emplois à temps partiel dans la « nouvelle économie » numérique, ont été licenciés et donc privés de couverture maladie s'ils attrapent la COVID19. Ces travailleurs de l'ère faussement appelée « moderne » ne sont pas, selon le pasteur, des inconscients quand ils descendent manifester en pleine pandémie : « j'ai entendu des messages de membres des communautés qui délibéraient si oui ou non ils iraient manifester ; ils ne veulent ni attraper, ni propager la COVID19. Mais ils ont le profond sentiment qu'il faut faire quelque chose car leur cité est en feu ». Heureusement, les masques ou bandanas protègent des deux : de la COVID19 et des lacrymogènes.

Les syndicats de plusieurs villes où des manifestations se sont déroulées ont pris la même décision que ceux de Minneapolis : « nous transportons des familles, des étudiants, des travailleurs; nous ne sommes pas au service de la police, mais de la population ». Le COVID19 a frappé inégalement cette population, les Afro-américains ont déjà payé un lourd tribut. Maintenant, ils affrontent la résurgence du racisme d'État, attisé par Trump avec ses tweets plus que douteux.

Quand Trump va jouer au golf, les riverains manifestent devant le green pour dénoncer les plus de 100.000 morts. Ils ont aussi déployé une banderole de dénonciation devant l'hôtel de luxe de Trump. Aux morts par COVID19 s'ajoute maintenant la violence raciste. Mais Trump continue de ne rien voir, accuse « l'extrême-gauche » de violences et, pour ne pas entendre les manifestants sous ses fenêtres de la Maison Blanche, quitte ses appartements pour un « abri » où ses agents secrets le protègent.



Une manifestante de Minneapolis s'exprime ainsi dans le *New York Times* : « c'est une douleur collective qui se répand largement. Ce que nous sommes, comme peuple, est plus grand que le risque encouru quand nous sommes ici, dehors. C'est urgent. Cela ne concerne pas nos vies individuelles comme Noirs, cela concerne nos futurs et nos enfants ».



Les citoyens en ont assez ! Les derniers mots de George Floyd, « *I can't breathe !* » (je ne peux pas respirer !) sont devenus le symbole d'une situation irrespirable de tout point de vue : la COVID19 attaque les poumons et prive les malades de respiration, tandis que la violence raciste et l'incurie de l'administration Trump étouffent la société qui se révolte.

[https://www.vice.com/en\\_us/article/bv8zaw/minneapolis-bus-drivers-refuse-to-transport-george-floyd-protesters-to-jail](https://www.vice.com/en_us/article/bv8zaw/minneapolis-bus-drivers-refuse-to-transport-george-floyd-protesters-to-jail)

<https://www.leftvoice.org/minneapolis-bus-drivers-refuse-to-cooperate-with-cops>

[https://www.nytimes.com/2020/05/31/us/george-floyd-protests-coronavirus.html?action=click&algo=combo\\_lda\\_unique\\_clicks\\_decay\\_6\\_50\\_ranks&block=more\\_in\\_recirc&fallback=false&imp\\_id=123040658&impression\\_id=427049233&index=0&pgtype=Article&region=footer](https://www.nytimes.com/2020/05/31/us/george-floyd-protests-coronavirus.html?action=click&algo=combo_lda_unique_clicks_decay_6_50_ranks&block=more_in_recirc&fallback=false&imp_id=123040658&impression_id=427049233&index=0&pgtype=Article&region=footer)